

Art. 5. Le service médiation communique dans les dix jours ouvrables au plaignant et au centre en question s'il traitera la plainte ou non. Le refus de traiter une plainte est motivé par écrit.

Art. 6. Les centres sont obligés d'apporter leur collaboration au service de médiation.

Art. 7. Le service médiation agit en intermédiaire. Il essaie de réconcilier les points de vue du plaignant et du centre.

Le service médiation peut faire des recommandations par écrit au centre pour prévenir la répétition des faits qui ont provoqués la plainte.

Si le service médiation ne peut pas marquer son accord avec la décision finale du centre, il peut faire rapport à l'administration concernée et la direction du centre. L'identité du plaignant n'est pas mentionnée dans ce rapport s'il en fait la demande.

Art. 8. Le service médiation traite la plainte dans les trente jours ouvrables et informe le plaignant régulièrement sur le déroulement de l'enquête.

Après le traitement de la plainte le service médiation rédige un rapport final. Le service médiation transmet ce rapport par écrit au plaignant et au centre en question.

CHAPITRE IV. — *Rapportage au ministre*

Art. 9. Le service médiation fait rapport par écrit une fois par an, avant le 15 juillet, au ministre sur l'exécution de missions, mentionnées à l'article 2.

L'identité du plaignant et des membres du personnel des centres en question ne peut pas être mentionnée dans le rapport.

Les rapports des services médiation sont rendus publics par le ministre.

CHAPITRE V. — *Principes de fonctionnement*

Art. 10. Les services du service médiation sont gratuits.

Art. 11. Le plaignant a droit à une enquête objective, indépendante et impartiale de la plainte.

Art. 12. Le plaignant a droit à un traitement discret de sa plainte.

Dans des contacts avec le centre en question, l'identité du plaignant n'est pas rendue publique si le plaignant en a fait la demande.

Art. 13. Le plaignant a droit à un traitement personnalisé et respectueux.

Art. 14. Le service médiation rédige une procédure pour le service à l'égard des apprenants et par rapport au fonctionnement interne. Cette procédure est approuvée par l'assemblée générale du consortium éducation des adultes et elle est reprise dans le règlement des centres.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2008.

Art. 16. Le Ministre flamand qui a l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 11 avril 2008.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

Le Ministre flamand de l'Emploi, de l'Enseignement et de la Formation,
F. VANDENBROUCKE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2008 — 2735

[C - 2008/29366]

16 MAI 2008. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 octobre 2005 relatif à l'adoption

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 31 mars 2004 relatif à l'adoption, modifié par le décret du 1^{er} juillet 2005;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 octobre 2005 relatif à l'adoption, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 janvier 2007;

Vu l'avis n° 44.004/4 du Conseil d'Etat, donné le 4 février 2008, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'avis de l'Inspection des finances donné le 8 mai 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 16 mai 2008;

Sur proposition de la Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française 16 mai 2008,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er} L'article 1^{er}, 2^o, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 octobre 2005 est remplacé par la disposition suivante :

« 2^o accord de coopération : l'accord de coopération du 12 décembre 2005 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune relatif à la mise en œuvre de la loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption; ».

§ 2. L'article 1^{er} du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« 8^o adoption interne intrafamiliale : toute adoption interne répondant aux conditions de l'article 346-2, alinéa 3, du code civil;

9^o adoption internationale intrafamiliale : toute adoption visée à l'article 360-2 du Code civil, lorsque l'enfant :

a) est apparenté, jusqu'au 3^e degré, au candidat adoptant, à son conjoint ou à son cohabitant, même décédés, ou,

b) partage la vie quotidienne du candidat adoptant.

Si l'enfant réside en Belgique, il doit :

- soit être autorisé à s'y établir ou à y séjourner plus de trois mois;

- soit faire l'objet d'une décision de mise sous tutelle pour mineur étranger non accompagné, pour autant que le tuteur ou le juge de paix estime, en application des articles 11, § 1^{er} et 20 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 – titre XIII – chapitre VI - tutelle des mineurs étrangers non accompagnés, que l'adoption est une solution durable conforme à l'intérêt de l'enfant;

10^o adoption interne extrafamiliale : toute adoption interne autre que celle visée à l'article 346-2, alinéa 3, du code civil;

11^o adoption internationale extrafamiliale : toute adoption visée à l'article 360-2 du code civil, autre que celle définie au 9^o. »

Art. 2. A l'article 4 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o Au § 1^{er}, alinéa 2, 2^o, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 janvier 2007, les mots « *certificat de bonne vie et mœurs* » sont remplacés par les mots « *extrait de casier judiciaire* ».

2^o Au § 1^{er}, alinéa 2, 3^o, du même arrêté, les mots « *certificats de bonne vie et mœurs modèle 2* » sont remplacés par les mots « *extraits de casier judiciaire modèle 2* ».

3^o Au § 3, 3^{ème} alinéa, 2^{ème} phrase, les mots « *, tant sur la conformité que sur l'opportunité de la demande* » sont insérés après les mots « *au Ministre* ».

Art. 3. A l'article 9 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Une subvention annuelle forfaitaire est allouée aux organismes d'adoption.

Pour les organismes agréés pour l'adoption interne, la subvention visée à l'alinéa 1^{er} est fixée à 70.000 euros, pour autant que l'organisme d'adoption ait réalisé une moyenne annuelle d'au moins 40 sensibilisations individuelles, au cours des deux années précédentes et une moyenne annuelle d'au moins 5 adoptions, au cours des trois années précédentes.

Si l'organisme d'adoption n'a pas réalisé le nombre de sensibilisations annuelles et le nombre d'adoptions visés à l'alinéa 2, la subvention annuelle forfaitaire est fixée à 5.000 euros.

Pour les organismes agréés pour l'adoption internationale, la subvention visée à l'alinéa 1^{er} est fixée à 100.000 euros, pour autant que l'organisme d'adoption ait réalisé une moyenne annuelle d'au moins 40 sensibilisations individuelles, au cours des deux années précédentes et une moyenne annuelle d'au moins 15 adoptions, au cours des trois années précédentes.

Si l'organisme d'adoption n'a pas réalisé le nombre de sensibilisations annuelles et le nombre d'adoptions visés à l'alinéa 4, la subvention annuelle forfaitaire est fixée à 5.000 euros.

Pour les organismes d'adoption agréés tant pour l'adoption interne que pour l'adoption internationale qui réalisent principalement des adoptions d'enfants porteurs de handicaps, la subvention visée à l'alinéa 1^{er} est fixée à 60.000 euros. »

2^o Au § 2, les mots « *provisionnelle visée au § 1^{er} :* » sont remplacés par les mots « *forfaitaire visée au § 1^{er}, les frais suivants de personnel :* »;

3^o Au § 2, 1^o, les mots « *pour le coordinateur : le paiement des rémunérations ou honoraires* » sont remplacés par les mots « *le paiement des rémunérations ou honoraires du coordinateur, pour un temps plein au maximum,* »;

4^o Au § 2, 2^o, les mots « *sans limites de normes d'effectif, pour les assistants sociaux ou les assistants en psychologie ou les licenciés en psychologie : le paiement des rémunérations ou honoraires* » sont remplacés par les mots « *le paiement des rémunérations et honoraires des assistants sociaux, assistants en psychologie ou licenciés en psychologie,* »;

5^o Le dernier alinéa du § 2 est supprimé;

6^o Au § 2, est inséré un point 4^o rédigé comme suit :

« *4^o la partie de la rémunération et des charges patronales légales qui incombent à l'organisme en complément de l'intervention des pouvoirs publics, dans le cadre des programmes de remise au travail. »*

7^o Le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« *Sont admissibles pour la justification de la subvention annuelle forfaitaire visée au § 1^{er}, les frais de fonctionnement liés à des formations pour les membres de l'équipe pluridisciplinaire et d'autres membres du personnel et à la supervision des membres de l'équipe pluridisciplinaire, pour un montant maximal de 5.000 euros. »*

8^o Sont insérés des paragraphes 5, 6 et 7 rédigés comme suit :

« § 5. *Sont admissibles pour la justification de la subvention annuelle forfaitaire visée au § 1^{er}, alinéas 2, 3 et 6, les frais de personnel liés aux activités de l'organisme d'adoption visées aux articles 30 et 31 du décret, dans les limites visées au § 2, 2^o;*

§ 6. *Sont admissibles pour la justification de la subvention annuelle forfaitaire visée au § 1^{er}, alinéas 4, 5 et 6, les dépenses liées à l'établissement et au maintien des relations avec les autorités compétentes et les collaborateurs des pays étrangers ou des entités territoriales des pays étrangers pour les organismes d'adoption internationale, pour un montant maximal de 20.000 euros couvrant les frais de déplacement et de séjour du coordinateur et des membres de l'équipe pluridisciplinaire dans le pays concerné, les frais de déplacement et de séjour en Belgique des collaborateurs étrangers de l'organisme, les frais de formation de ces collaborateurs en Belgique et dans le pays étranger concerné, ou les frais d'accréditation de l'organisme par le pays étranger;*

§ 7. *Sont admissibles pour la justification de la subvention annuelle forfaitaire visée au § 1^{er}, les frais de personnel liés aux activités d'accompagnement post-adoptif visées à l'article 48bis du décret, dans les limites visées au § 2, 2^o. »*

Art. 4. Les articles 10 et 11 du même arrêté sont abrogés.

Art. 5. L'article 12, alinéa 1^{er}, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« *Une avance annuelle correspondant à 85 % du montant de la subvention forfaitaire annuelle visée à l'article 9 est accordée à l'organisme d'adoption dans le courant du premier trimestre de l'année en cours. »*

Art. 6. L'article 12bis du même arrêté est abrogé.

Art. 7. A l'article 13, alinéa 2, du même arrêté, l'indice-pivot « 138,01 » est remplacé par l'indice-pivot « 140,02 ».

Art. 8. A l'article 21, alinéa 2, du même arrêté, les tirets sont remplacés par les divisions 1° et 2°.

Art. 9. A l'article 22 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le § 1^{er}, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« La durée d'une séance collective d'information est de quatre heures. »;

2° Le § 2, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« La durée d'une séance collective de sensibilisation est de quatre heures. »;

3° Le § 3, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« Une séance individuelle de sensibilisation consiste en un entretien psychologique avec un membre de l'équipe pluridisciplinaire de l'organisme. Un des entretiens au minimum est mené collégalement par deux membres au moins de l'équipe pluridisciplinaire de l'organisme.

S'il s'agit d'une adoption par un couple, un des entretiens au minimum est un entretien de couple. »;

4° Un § 4 rédigé comme suit est inséré :

« § 4. Lors des séances collectives d'information et de sensibilisation, les candidats adoptants sont à la fois informés sur les aspects visés au § 1^{er} et sensibilisés aux enjeux visés au § 2.

La durée d'une séance collective d'information et de sensibilisation est de quatre heures. Chaque séance regroupe au maximum vingt couples ou personnes seules. »

Art. 10. L'article 23 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Tout candidat adoptant ou tout couple de candidats adoptants qui s'inscrit à la préparation pour une première adoption interne ou internationale extrafamiliale participe :

1° à deux séances collective d'information, telles que visées à l'article 22, § 1^{er};

2° à trois séances collectives de sensibilisation, telles que visées à l'article 22, § 2;

3° à trois séances individuelles de sensibilisation, telles que visées à l'article 22, § 3.

Tout candidat adoptant ou tout couple de candidats adoptants visé à l'alinéa 1^{er} verse à l'A.C.C. un montant de 150 euros à titre de participation aux frais des séances collectives d'information et de sensibilisation.

Un montant de 100 euros lui est remboursé en cas d'abandon de la préparation après les séances collectives d'information.

S'il souhaite, après avoir suivi les séances collectives de sensibilisation, poursuivre la préparation, il verse à l'organisme d'adoption choisi par lui un montant de 350 euros à titre de participation aux frais des séances individuelles de sensibilisation.

§ 2. Tout candidat adoptant ou tout couple de candidats adoptants qui s'inscrit à la préparation pour une première adoption interne ou internationale intrafamiliale participe:

1° à un entretien individuel d'information organisé par l'A.C.C. s'il s'agit d'une adoption internationale;

2° à une séance collective d'information et de sensibilisation, telle que visée à l'article 22, § 4, s'il s'agit d'une adoption interne;

2° à deux séances individuelles de sensibilisation telles que visées à l'article 22, § 3.

La participation à la séance collective d'information et de sensibilisation est gratuite.

S'il souhaite poursuivre la préparation, tout candidat adoptant ou tout couple de candidats adoptants visé à l'alinéa 1^{er} verse à l'organisme d'adoption choisi par lui un montant de 250 euros à titre de participation aux frais des séances individuelles de sensibilisation.

Une séance de sensibilisation individuelle supplémentaire destinée à approfondir certains aspects visés à l'article 22, § 1^{er} à 3, peut être organisée, à la demande du candidat adoptant ou du couple de candidats adoptants, ou sur demande motivée de l'organisme d'adoption; pour cet entretien, le candidat adoptant ou le couple de candidats adoptants verse à l'organisme d'adoption un montant supplémentaire de maximum 100 euros. ».

Art. 11. L'article 24 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Tout candidat adoptant ou tout couple de candidats adoptants qui s'inscrit à la préparation pour une adoption extrafamiliale, interne ou internationale, à partir d'une deuxième adoption participe :

1° à une séance collective d'information et de sensibilisation, telle que visée à l'article 22, § 4;

2° à trois séances individuelles de sensibilisation, telles que visées à l'article 22, § 3.

Tout candidat adoptant ou tout couple de candidats adoptants visé à l'alinéa 1^{er} verse à l'A.C.C. un montant de 50 euros à titre de participation aux frais de la séance collective d'information et de sensibilisation.

S'il souhaite, à l'issue de la séance collective d'information et de sensibilisation, poursuivre la préparation, il verse à l'organisme d'adoption choisi par lui un montant de 350 euros à titre de participation aux frais des séances individuelles de sensibilisation.

§ 2. Tout candidat adoptant ou tout couple de candidats adoptants qui s'inscrit à la préparation pour une adoption interne ou internationale intrafamiliale à partir d'une deuxième adoption participe à deux séances individuelles de sensibilisation telles que visées à l'article 22, § 3.

Il verse à l'organisme d'adoption choisi par lui un montant de 250 euros à titre de participation aux frais des séances individuelles de sensibilisation.

Une séance de sensibilisation individuelle supplémentaire destinée à approfondir certains aspects visés à l'article 22, § 1^{er} à 3, peut être organisée, à la demande du candidat adoptant ou du couple de candidats adoptants, ou sur demande motivée de l'organisme d'adoption; pour cet entretien, le candidat adoptant ou le couple de candidats adoptants verse à l'organisme d'adoption un montant supplémentaire de maximum 100 euros. »

§ 3. Tout candidat adoptant ou couple de candidats adoptants qui souhaite entamer une nouvelle procédure d'adoption et qui n'a pas participé à la préparation organisée par la Communauté française dans le cadre d'une adoption réalisée antérieurement doit s'inscrire à la préparation visée à l'article 23. »

Art. 12. A la fin de l'article 25 du même arrêté, sont insérés les mots « , sous réserve de l'article 23, § 1^{er}, alinéa 3, »

Art. 13. L'article 26 du même arrêté est modifié comme suit :

« Le Ministre fixe tous les trois ans le contenu de la préparation sur proposition de l'A.C.C. »

Art. 14. L'article 27, § 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque le tribunal de la jeunesse ordonne l'enquête sociale à l'A.C.C., celle-ci demande à l'organisme d'adoption qui a réalisé les séances individuelles de sensibilisation de lui communiquer la partie C (consultation des services) du rapport d'enquête sociale visé au § 4. Les candidats adoptants peuvent consulter cette partie C auprès de l'A.C.C. »

Art. 15. L'article 29, § 2, du même arrêté est supprimé.

Art. 16. L'article 31 du même arrêté est complété comme suit :

« Lorsque, après examen de la demande des candidats adoptants conformément à l'article 33, § 1^{er}, l'A.C.C. confie à un organisme d'adoption la poursuite du projet, en application de l'article 39, alinéa 3, 1^o, du décret, le montant maximum des frais visés à l'alinéa 1^{er} est de 500 euros indexés, si le projet d'adoption est celui d'un enfant apparenté ou avec lequel les candidats adoptants entretiennent un lien social ou affectif. »

Art. 17. L'article 33, § 2, du même arrêté est complété comme suit :

« Lorsque les candidats adoptants ont pour projet l'adoption d'un enfant apparenté ou avec lequel ils entretiennent un lien social ou affectif, ils versent à l'A.C.C., après signature de la convention visée à l'alinéa 1^{er}, un montant de 500 euros. »

Art. 18. A l'annexe 1^{re} du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le deuxième tiret suivant le mot « VU » est remplacé par la disposition suivante : « l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 octobre 2005 relatif à l'adoption; »;

2^o à l'article 2, alinéa 1^{er}, 3^o, du modèle de convention, les mots « visés à l'article 361-3, 2^o, du Code civil » sont remplacés par les mots « visés à l'article 361-3, 2^o ou 361-5, 1^o, du Code civil »;

3^o à l'article 2, alinéa 2, du modèle de convention, le mot « A.C.C. » est remplacé par le mot « O.A.A. »;

4^o à la fin du modèle de convention, les premier, deuxième et troisième tirets repris sous le terme « Annexe » sont remplacés par : « - copie des articles 361-3 et 361-4, ou de l'article 361-5 du Code civil; - article 31 de l'arrêté du 7 octobre 2005 relatif à l'adoption; - article 35 de l'arrêté du 7 octobre 2005 relatif à l'adoption. »

Art. 19. A l'annexe 2 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1^o la deuxième phrase suivant le mot « VU » est remplacée par la disposition suivante: « l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 octobre 2005 relatif à l'adoption; »;

2^o à l'article 2, alinéa 2, du modèle de convention, le mot « A.C.C. » est remplacé par le mot « O.A.A. »;

3^o à la fin du modèle de convention, les mots « article 31 de l'arrêté du ... relatif à l'adoption. » repris sous le terme « Annexe » sont remplacés par les mots « article 31 de l'arrêté du 7 octobre 2005 relatif à l'adoption. ».

Art. 20. A l'annexe 10 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le deuxième point suivant le mot « VU » est remplacé par la disposition suivante comme suit : « l'article 33 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 octobre 2005 relatif à l'adoption; »;

2^o à l'article 2, alinéa 1^{er}, 3^o, du modèle de convention, les mots « visés à l'article 361-3, 2^o, du Code civil » sont remplacés par les mots « visés à l'article 361-3, 2^o ou 361-5, 1^o, du Code civil »;

3^o à l'article 3, alinéa 1^{er}, 2^o, du modèle de convention, les mots « visés à l'article 361-3, 2^o, du Code civil » sont remplacés par les mots « visés à l'article 361-3, 2^o ou 361-5, 1^o, du Code civil »;

4^o l'article 4, alinéa 1^{er}, du modèle de convention, est remplacé par la disposition suivante :

« Les candidats adoptants versent à l'A.C.C. un montant de 250 – 750 – 1500 euros (biffer la mention inutile) »;

5^o à l'article 4, alinéa 2, 3^o, du modèle de convention, les mots « visés à l'article 361-3, 2^o, du Code civil » sont remplacés par les mots « visés à l'article 361-3, 2^o ou 361-5, 1^o, du Code civil »;

6^o à la fin du modèle de convention, les mots repris sous le terme « Annexe » sont remplacés par : « - copie des articles 361-3 et 361-4, ou de l'article 361-5 du Code civil ».

Art. 21. A l'annexe 11 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1^o la première phrase suivant le mot « VU » est remplacée par la disposition suivante : « l'entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2005 d'une nouvelle réglementation en matière d'adoption (loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption et décret du 31 mars 2004 relatif à l'adoption); »;

2^o la troisième phrase suivant le mot « VU » est remplacée par la disposition suivante : « l'article 38 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 octobre 2005 relatif à l'adoption; ».

Art. 22. L'annexe 12 du même arrêté est supprimée.

Art. 23. Pour l'année 2008, si l'avance calculée sur la base des dispositions du présent arrêté est supérieure à l'avance déjà octroyée, le complément d'avance est versé à l'organisme d'adoption au plus tard dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Pour l'année 2008, si la subvention calculée sur la base des dispositions du présent arrêté est inférieure à l'avance déjà octroyée, l'organisme d'adoption est mis en demeure de rembourser dans les trois mois le trop-perçu.

Art. 24. Les articles 3 à 7 et 23 du présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Art. 25. Le Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 16 mai 2008.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 2735

[C — 2008/29366]

**16 MEI 2008. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap
tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap
van 7 oktober 2005 betreffende de adoptie**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 31 maart 2004 betreffende de adoptie, gewijzigd bij het decreet van 1 juli 2005;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 oktober 2005 betreffende de adoptie, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 januari 2007;

Gelet op het advies nr. 44.004/4 van de Raad van State, gegeven op 4 februari 2008, bij toepassing van artikel 84, § 1, 1^e lid, 1^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 mei 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 16 mei 2008;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor de Hulpverlening aan de Jeugd;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 mei 2008,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Artikel 1, 2^o, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 oktober 2005 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2^o *samenwerkingsakkoord: het samenwerkingsakkoord van 12 december 2005 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie inzake de tenuitvoerlegging van de wet van 24 april 2003 tot hervorming van de adoptie;* »

§ 2. Artikel 1 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« 8^o *binnenlandse intrafamiliale adoptie : iedere binnenlandse adoptie die beantwoordt aan de voorwaarden van artikel 346-2, 3^e lid, van het burgerlijk wetboek;*

9^o *interlandelijke intrafamiliale adoptie: iedere adoptie bedoeld in artikel 360-2 van het Burgerlijk wetboek, wanneer het kind :*

a) *tot in de 3^e graad verwant is met de adoptant, met zijn echtgenoot of de persoon met wie hij samenwoont, zelfs overleden of,*

b) *al het dagelijks leven met de adoptant deelt.*

Als het kind in België verblijft, moet het :

— *ofwel toegelaten worden om er zich te vestigen of er langer dan drie maanden te verblijven;*

— *ofwel onder voogdij geplaatst zijn voor niet-begeleide minderjarige vreemdelingen, voor zover de voogd of de vrederechter bij toepassing van de artikelen 11, § 1 en 20 van de programmawet (I) van 24 december 2002 – titel XIII – hoofdstuk VI - voogdij over niet-begeleide minderjarige vreemdelingen, acht dat de adoptie een duurzame oplossing is in het voordeel van het kind;*

10^o *extrafamiliale binnenlandse adoptie : iedere binnenlandse adoptie ander dan die bedoeld in artikel 346-2, 3^e lid, van het burgerlijk wetboek;*

11^o *extrafamiliale interlandelijke adoptie : iedere adoptie bedoeld in artikel 360-2 van het burgerlijk wetboek, ander dan bedoeld in 9^o.* »

Art. 2. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o In § 1, 2^e lid, 2^o van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 januari 2007, worden de woorden « getuigenschrift van goed zedelijk gedrag » vervangen door de woorden « uittreksel uit het strafregister ».

2^o In § 1, 2^e lid, 3^o, van hetzelfde besluit, worden de woorden « getuigenschriften van goed zedelijk gedrag » vervangen door de woorden « uittreksels uit het strafregister model 2 ».

3^o In § 3, 3^e lid, 2^e zin, worden de woorden « zowel met betrekking tot de gelijkvormigheid als de geschiktheid van de aanvraag » ingevoegd na de woorden « de Minister haar advies voor ».

Art. 3. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. *Er wordt een forfaitaire jaarlijkse subsidie aan de adoptie-instellingen uitgekeerd.*

Voor de instellingen die voor de binnenlandse adoptie erkend zijn, wordt de subsidie bedoeld in het eerste lid vastgesteld op 70.000 euro, voor zover de adoptie-instelling jaarlijks gemiddeld 40 individuele sensibiliseringsen gevoerd heeft gedurende de twee voorafgaande jaren en een jaarlijks gemiddelde van 5 adopties gedurende de drie voorafgaande jaren.

Als de adoptie-instelling het jaarlijks aantal sensibiliseringsen en het aantal adopties bedoeld in het 2^e lid niet bereikt heeft, wordt de forfaitaire jaarlijkse subsidie vastgesteld op 5.000 euro.

Voor de erkende interlandelijke adoptie-instellingen, wordt de in het 1^e lid bedoelde subsidie vastgesteld op 100.000 euro, voor zover de adoptie-instelling een jaarlijks gemiddelde van minstens 40 individuele sensibiliseringsen gevoerd heeft gedurende de twee voorafgaande jaren en een jaarlijks gemiddelde van minstens 15 adopties in de loop van de drie voorafgaande jaren.

Als de adoptie-instelling het jaarlijks aantal sensibiliseringsen en het aantal adopties bedoeld in het 4^e lid niet bereikt heeft, wordt de forfaitaire jaarlijkse subsidie vastgesteld op 5.000 euro.

Voor de erkende binnenlandse en interlandelijke adoptie-instellingen, die hoofdzakelijk adoptie voeren van gehandicapte kinderen, wordt de in het 1^e lid bedoelde subsidie vastgesteld op 60.000 euro. »

2^o In § 2 worden de woorden « provisionele jaarlijkse subsidie bedoeld in § 1 » vervangen door de woorden « forfaitaire jaarlijkse subsidie bedoeld in § 1 de volgende personeelskosten : »;

3^o In § 2, 1^o worden de woorden « voor de coördinator : de uitbetaling van de bezoldigingen of erelonen » vervangen door de woorden « de uitbetaling van de bezoldigingen of erelonen voor hoogstens één voltijdse betrekking, »;

4° In § 2, 2° worden de woorden « *zonder perken van de normen inzake personeelsbestand, voor de maatschappelijke assistenten of de assistenten in de psychologie of de licentiaten in de psychologie : de uitbetaling van de bezoldigingen of erelonen* » vervangen door de woorden « *de uitbetaling van de bezoldigingen en erelonen van de maatschappelijke assistenten, assistenten in de psychologie of licentiaten in de psychologie,* »;

5° Het laatste lid van § 2 wordt geschrapt;

6° In § 2 wordt een punt 4° ingevoegd, luidend als volgt :

« 4° het deel van de bezoldiging en de wettelijke werkgeversbijdragen die de instelling moet betalen, als aanvulling bij de tegemoetkoming van de overheid, in het kader van de programma's voor wedertewerkstelling. »

7° § 4 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« *De werkingskosten in verband met de opleidingen voor de leden van de multidisciplinaire ploeg en andere personeelsleden en de supervisie van de personeelsleden van de multidisciplinaire ploeg komen in aanmerking voor de verantwoording van de forfaitaire jaarlijkse subsidie bedoeld in § 1, voor een maximaal bedrag van 5.000 euro.* ».

8° Een paragraaf 5, een paragraaf 6 en een paragraaf 7 worden ingevoegd, luidend als volgt :

« § 5. *De personeelskosten in verband met de activiteiten van de adoptie-instelling bedoeld in de artikelen 30 en 31 van het decreet komen in aanmerking voor de verantwoording van de forfaitaire subsidie bedoeld in § 1, 2°, 3° en 6e lid, binnen de perken bedoeld in § 2, 2°;*

§ 6. *De uitgaven in verband met de instelling en het behoud van de relaties met de bevoegde overheden en de medewerkers van de vreemde landen of de territoriale eenheden van de vreemde landen voor de interlandelijke adoptie-instellingen komen in aanmerking voor verantwoording van de forfaitaire jaarlijkse subsidie bedoeld in § 1, 4e, 5e en 6e lid, voor een maximaal bedrag van 20.000 euro voor het dekken van de reis- en verblijfkosten van de coördinator en de leden van de multidisciplinaire ploeg in het betrokken land, de reis- en verblijfkosten in België van de buitenlandse medewerkers van de instelling, de kosten voor de opleiding van die medewerkers in België en in het betrokken vreemde land of het accrediteren van de instelling door het vreemde land;*

§ 7. *De personeelskosten in verband met de postadoptieve begeleidingsactiviteiten bedoeld in artikel 48bis van het decreet komen in aanmerking voor de verantwoording van de forfaitaire jaarlijkse subsidie bedoeld in § 1, binnen de perken bedoeld in § 2, 2°.* »

Art. 4. De artikelen 10 en 11 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 5. Artikel 12, 1° lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« *Er wordt een jaarlijks voorschot, dat overeenstemt met 85 % van het bedrag van de forfaitaire jaarlijkse subsidie bedoeld in artikel 9 toegekend aan de adoptie-instelling in de loop van het eerste trimester van het lopende jaar.* »

Art. 6. Artikel 12bis van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 7. In artikel 13, 2° lid van hetzelfde besluit, wordt de spilindex « 138,01 » vervangen door de spilindex « 140,02 ».

Art. 8. In artikel 21, 2° lid van hetzelfde besluit worden de streepjes vervangen door de afdelingen 1° en 2°.

Art. 9. In artikel 22 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, 2e lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« *De duur van een collectieve informatievergadering bedraagt vier uur.* »;

2° § 2, 2e lid, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« *De duur van een collectief sensibiliseringsgesprek bedraagt vier uur.* »;

3° § 3, 2e lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« *Een individueel sensibiliseringsgesprek bestaat in een psychologisch gesprek met een lid van de multidisciplinaire ploeg van de instelling. Tenminste één van die gesprekken wordt collegiaal door ten minste twee leden van de multidisciplinaire ploeg van de instelling gevoerd.*

Als het gaat over een adoptie door een koppel is minstens een van de gesprekken een koppelgesprek. »;

4° Een § 4 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. *Tijdens de collectieve informatie- en sensibiliseringsgesprekken worden de kandidaat-adoptanten zowel geïnformeerd over de aspecten bedoeld in § 1 als gesensibiliseerd voor de inzet bedoeld in § 2.*

De duur van een collectief informatie- of sensibiliseringsgesprek bedraagt vier uur. Elk gesprek groepeerd maximaal twintig koppels of alleenstaande personen. »

Art. 10. Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. *Elke kandidaat-adoptant of elk koppel kandidaat-adoptanten die (dat) zich inschrijft voor de voorbereiding op een eerste extrafamiliale binnenlandse of interlandelijke adoptie neemt deel aan :*

1° *twee collectieve informatiegesprekken, zoals bedoeld in artikel 22, § 1;*

2° *drie collectieve sensibiliseringsgesprekken, zoals bedoeld in artikel 22, § 2;*

3° *drie individuele sensibiliseringsgesprekken, zoals bedoeld in artikel 22, § 3.*

Elke kandidaat-adoptant of elk koppel kandidaat-adoptanten bedoeld in het 1^e lid stort de C.A.G. een bedrag van 150 euro bestemd voor het dekken van de deelneming aan de collectieve informatie- en sensibiliseringsgesprekken.

Een bedrag van 100 euro wordt terugbetaald bij verlating van de voorbereiding na collectieve informatiegesprekken.

Als de kandidaat-adoptant de voorbereiding wenst voort te zetten na het volgen van de collectieve sensibiliseringsgesprekken stort hij de gekozen adoptie-instelling een bedrag van 350 euro als deelneming aan de kosten voor individuele sensibiliseringsgesprekken.

§ 2. Elke kandidaat-adoptant of elk koppel kandidaat-adoptanten die (dat) zich inschrijft voor de voorbereiding van een eerste binnenlandse of interlandelijke intrafamiliale adoptie neemt deel aan :

1° een individueel informatiegesprek georganiseerd door de C.A.G. als het gaat om een interlandelijke adoptie;

2° een collectief informatie- of sensibiliseringsgesprek, zoals bedoeld in artikel 22, § 4, als het gaat om een binnenlandse adoptie;

3° twee individuele sensibiliseringsgesprekken zoals bedoeld in artikel 22, § 3.

De deelneming aan een collectief informatie- en sensibiliseringsgesprek is gratis.

Als de(het) in het 1^e lid bedoeld(e) kandidaat-adoptant of koppel kandidaat-adoptanten de voorbereiding wenst verder te zetten, stort hij (het) de door hem gekozen adoptie-instelling een bedrag van 250 euro voor de deelneming aan de individuele sensibiliseringsgesprekken.

Een bijkomend individueel sensibiliseringsgesprek bestemd om sommige aspecten bedoeld in artikel 22, § 1 tot 3 uit te diepen, kan georganiseerd worden op de aanvraag van de kandidaat-adoptant of het koppel kandidaat-adoptanten, of op gemotiveerde aanvraag van de adoptie-instelling; voor dat gesprek stort de kandidaat-adoptant of het koppel kandidaat-adoptanten de adoptie-instelling een bijkomend bedrag van maximaal 100 euro. ».

Art. 11. Artikel 24 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Elke kandidaat-adoptant of elk koppel kandidaat-adoptanten die (dat) zich inschrijft(ven) voor de voorbereiding op een binnenlandse of interlandelijke extrafamiliale adoptie neemt vanaf een tweede adoptie deel aan:

1° een collectief informatie- en sensibiliseringsgesprek, zoals bedoeld in artikel 22, § 4;

2° drie individuele sensibiliseringsgesprekken, zoals bedoeld in artikel 22, § 3.

Elke kandidaat-adoptant of elk koppel kandidaat-adoptanten bedoeld in het 1^e lid stort de C.A.G. een bedrag van 50 euro bestemd voor het dekken van de deelneming aan het collectief sensibiliseringsgesprek.

Als hij/het de voorbereiding wenst verder te zetten, stort hij (het) de door hem gekozen adoptie-instelling een bedrag van 350 € voor de deelneming aan de individuele sensibiliseringsgesprekken.

§ 2. Elke kandidaat-adoptant of elk koppel kandidaat-adoptanten die (dat) zich inschrijft(ven) voor de voorbereiding op een binnenlandse of interlandelijke intrafamiliale adoptie neemt vanaf een tweede adoptie deel aan twee individuele sensibiliseringsgesprekken zoals bedoeld in artikel 22, § 3.

Hij (het) stort de gekozen adoptie-instelling een bedrag van 250 als deelneming aan de kosten voor individuele sensibiliseringsgesprekken.

Een bijkomend individueel sensibiliseringsgesprek bestemd om sommige aspecten bedoeld in artikel 22, § 1 tot 3 uit te diepen, kan georganiseerd worden op de aanvraag van de kandidaat-adoptant of het koppel kandidaat-adoptanten, of op gemotiveerde aanvraag van de adoptie-instelling; voor dat gesprek stort de kandidaat-adoptant of het koppel kandidaat-adoptant de adoptie-instelling een bijkomend bedrag van maximaal 100 euro. »

§ 3. Elke kandidaat-adoptant of elk koppel kandidaat-adoptanten die (dat) een nieuwe adoptieprocedure wenst(en) te ondernemen en die (dat) niet heeft deelgenomen aan de voorbereiding georganiseerd door de Franse Gemeenschap in het kader van de vorige adoptie, moet zich inschrijven voor de voorbereiding bedoeld in artikel 23.».

Art. 12. Op het einde van artikel 25 van hetzelfde besluit worden de woorden « , onder voorbehoud van artikel 23, § 1, 3^e lid, » toegevoegd.

Art. 13. Artikel 26 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

« De Minister stelt om de drie jaar de inhoud vast van de voorbereiding op de voordracht van de C.A.G. »

Art. 14. Artikel 27, § 2, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wanneer de jeugdrechtbank het maatschappelijk onderzoek aan de C.A.G. beveelt, vraagt deze aan de adoptie-instelling die de individuele sensibiliseringsgesprekken gevoerd heeft, haar het C-deel (raadpleging van de diensten) van het verslag van het maatschappelijk onderzoek bedoeld in § 4. De kandidaat-adoptanten kunnen dat C-deel raadplegen bij de C.A.G. »

Art. 15. Artikel 29, § 2 van hetzelfde besluit wordt geschrapt.

Art. 16. Artikel 31 van hetzelfde besluit wordt als volgt aangevuld :

« Als de C.A.G., na onderzoek van de aanvraag van de kandidaat-adoptanten overeenkomstig artikel 33, § 1, het verdere project aan een adoptie-instelling toevertrouwt, bij toepassing van artikel 39, 3^e lid, 1°, van het decreet, bedraagt het maximale bedrag van de in het 1^e lid bedoeld kosten 500 euro, geïndexeerd, als het adoptieproject betrekking heeft op een kind dat verwant is of waarmee de kandidaat-adoptanten een affectieve of maatschappelijke band hebben. »

Art. 17. Artikel 33, § 2, van hetzelfde besluit wordt als volgt aangevuld :

« *Wanneer de kandidaat-adoptanten als project hebben een kind te adopteren dat verwant is of waarmee zij een maatschappelijke of affectieve band hebben, storten zij de C.A.G. een bedrag van 500 euro na de ondertekening van de overeenkomst bedoeld in het 1^e lid.* »

Art. 18. In bijlage 1 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht in de Franse versie:

1° het tweede streepje na het woord « VU » wordt vervangen door de volgende bepaling : « *l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 octobre 2005 relatif à l'adoption;* »;

2° in artikel 2, 1e lid, 3°, van de modelovereenkomst, worden de woorden « *visés à l'article 361-3, 2° du Code civil* » vervangen door de woorden « *visés à l'article 361-3, 2° ou 361-5, 1° du Code civil* »;

3° in artikel 2, 2e lid, van de modelovereenkomst wordt het woord « A.C.C. » vervangen door het woord « O.A.A. »;

4° op het einde van de modelovereenkomst worden het eerste, tweede en derde streepje opgenomen onder het woord « Annexe » vervangen door : « *- copie des articles 361-3 et 361-4, ou de l'article 361-5 du Code civil; - article 31 de l'arrêté du 7 octobre 2005 relatif à l'adoption; - article 35 de l'arrêté du 7 octobre 2005 relatif à l'adoption.* »

Art. 19. In bijlage 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht in de Franse versie :

1° de tweede zin na het woord « VU » wordt vervangen door de volgende bepaling: « *l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 octobre 2005 relatif à l'adoption;* »;

2° in artikel 2, 2e lid, van de modelovereenkomst wordt het woord « A.C.C. » vervangen door het woord « O.A.A. »;

3° op het einde van de modelovereenkomst worden de woorden « *article 31 de l'arrêté du ... relatif à l'adoption.* » opgenomen onder het woord « Annexe » vervangen door de woorden « *article 31 de l'arrêté du 7 octobre 2005 relatif à l'adoption.* »

Art. 20. In bijlage 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede punt na het woord « VU » wordt vervangen door de volgende bepaling : « *l'article 33 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 octobre 2005 relatif à l'adoption;* »;

2° in artikel 2, 1e lid, 3° van de modelovereenkomst worden de woorden « *visés à l'article 361-3, 2° du Code civil* » vervangen door de woorden « *visés à l'article 361-3, 2° ou 361-5, 1° du Code civil* »;

3° in artikel 3, 1e lid, 2° van de modelovereenkomst worden de woorden « *visés à l'article 361-3, 2° du Code civil* » vervangen door de woorden « *visés à l'article 361-3, 2° ou 361-5, 1° du Code civil* »;

4° artikel 4, 1e lid van de modelovereenkomst wordt vervangen door de volgende bepaling :

« *Les candidats adoptants versent à l'A.C.C. un montant de 250 – 750 – 1.500 euros (biffer la mention inutile)* »;

5° in artikel 4, 2e lid, 3° van de modelovereenkomst worden de woorden « *visés à l'article 361-3, 2° du Code civil* » vervangen door de woorden « *visés à l'article 361-3, 2° ou 361-5, 1° du Code civil* »;

6° op het einde van de modelovereenkomst worden de woorden opgenomen onder het woord « Annexe » vervangen door : « *- copie des articles 361-3 et 361-4, ou de l'article 361-5 du Code civil* ».

Art. 21. In bijlage 11 van hetzelfde besluit worden in de Franse versie de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de eerste zin na het woord « VU » wordt vervangen door de volgende bepaling : « *l'entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2005 d'une nouvelle réglementation en matière d'adoption (loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption et décret du 31 mars 2004 relatif à l'adoption);* »;

2° de derde zin na het woord « VU » wordt vervangen door de volgende bepaling : « *l'article 38 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 octobre 2005 relatif à l'adoption;* »

Art. 22. Bijlage 12 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 23. Voor het jaar 2008, als het voorschot dat berekend is op basis van de bepalingen van dit besluit hoger ligt dan het reeds toegekend voorschot, wordt het bijkomend bedrag gestort op de rekening van de adoptie-instelling en dit ten laatste binnen de drie maanden van de inwerkingtreding van dit besluit.

Voor het jaar 2008, als de subsidie berekend op basis van de bepalingen van dit besluit lager ligt dan het reeds toegekend voorschot, wordt de adoptie-instelling in gebreke gesteld om binnen de drie maanden het bedrag dat hij teveel heeft ontvangen terug te betalen.

Art. 24. De artikelen 3 tot 7 en 23 van dit besluit treden in werking op 1 januari 2008.

Art. 25. De Minister bevoegd voor de Hulpverlening aan de Jeugd wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 mei 2008.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK